

# FACILITATION DU COMMERCE

Maximiser les bénéfices en termes de  
développement de la facilitation des échanges,  
Yaoundé, Cameroun, 27-28 septembre 2006

Jonathan Claridge  
Direction générale du commerce  
Commission européenne



## Aperçu de la présentation

- Facilitation des échanges et TSD– bénéfices, coûts et défis
- TSD et assistance technique
- Prochaines étapes et agenda pour l'avenir



## TSD: bénéfiques, coûts et défis

Résultats des négociations de Doha pour prendre pleinement en compte le principe de TSD. Les modalités comprennent:

*Extension du TSD au-delà des périodes de transition traditionnelles – portée et moment de la conclusion des engagements à mettre en relation avec les capacités de mise en œuvre*

*Dispositions particulières pour les pays les moins développés, pour prendre en compte le développement individuel, les besoins financiers et commerciaux et la capacité administrative*



## Bénéfices

### Entreprises

- Économiser de l'argent et du temps
- Quand les échanges augmentent, les goulets d'étranglement aussi – «Juste-à-temps»
- Coût élevé de la «non-facilitation» pour la compétitivité

### Pouvoirs publics

- Recettes plus élevées
- Améliorer les contrôles et la sécurité
- Climat plus propice à l'investissement
- Intérêt particulier pour les pays enclavés



## Coûts

Les réformes tendent à ne pas être très lourdes

Les coûts des investissements initiaux sont largement compensés par les bénéfices

Les coûts sont rapidement récupérés grâce à des recettes plus élevées



## Exemples

*Mozambique:* En deux ans, les recettes ont augmenté de plus de 50% en dépit de réductions tarifaires importantes

*Pérou:* Les recettes douanières ont quadruplé en cinq ans, en grande partie grâce aux réformes de la facilitation des échanges

*Ghana:* À la suite d'un programme de réforme, les recettes douanières du pays sont passées de 8% du PIB en 1992 à 13% en 2002



## Coûts et défis

Mais des contraintes et le manque de ressources peuvent empêcher les réformes d'avoir lieu

Des préoccupations concernant les coûts ne doivent pas dissuader les pays en développement d'entreprendre les réformes. Rôle clé de l'assistance technique



## Défis pour les pays africains

- Infrastructures routière et ferroviaire
- Systèmes de transport régionaux
- Blocages routiers
- Normes et règles différentes
- Retards douaniers



## Défis – la voie à suivre

Modalités de Doha: «Dans le cadre des négociations, les membres s'efforceront d'identifier leurs besoins et priorités, en particulier ceux des pays en développement et des pays les moins développés, et aborderont également les préoccupations de ces pays concernant les coûts impliqués par les mesures proposées.»

Resources: élément central des négociations de Doha



## Assistance technique

- Déjà de nombreuses activités de facilitation des échanges:
  - Banque mondiale: \$300m 1996-2003; plus de \$1bn 2004–06
  - UE: Commerce: priorité clé du développement  
Facilitation des échanges et douanes en priorité  
Accent sur l'intégration régionale
  - CNUCED, OMD, OMC, donateurs bilatéraux ...
- Efforts d'amélioration continus



## Assistance technique – programmes CE

- Programmes régionaux CE – Afrique occidentale, Afrique australe, Caraïbes, Amérique centrale, Asean, Europe de l'est ...
- Programmes nationaux CE – Égypte, Bangladesh, Sri Lanka, Rwanda, Argentine, Philippines, Indonésie...
- Projets d'infrastructure CE – corridors de transit en Afrique, ports, postes frontières ...



## Assistance technique – éléments du succès

- Possession et soutien politique
- Programmes sur mesure – importance vitale de l'évaluation des besoins
- Composante de la stratégie de développement globale
- Coopération entre donateurs et bénéficiaires
- Séquencement

Problèmes potentiels: manque d'expertise, intérêts directs, conflits internes pour le financement, maintenance des réformes ...



## TSD – état des négociations

### 2 soumissions en juillet

(1) **Groupe de base** (Bangladesh, Botswana, Égypte, Cuba, Inde, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Malaisie, Île Maurice, Nigéria, Philippines, Rwanda, Tanzanie, Trinidad et Tobago, Ouganda, Venezuela, Zambie et Zimbabwe)

(2) 21 pays en développement et développé (CE comprise)

ACP (novembre 2005) et Groupe Afrique (mai 2006)  
soumissions sur l'assistance technique et le traitement  
spécial différencié



## TSD – état des négociations

Structure commune mais différences en substance:

Auto-évaluation des besoins et priorités de chacun des pays en développement

Établissement de plans de mise en œuvre sur mesure

Examens multilatéraux

Assistance technique pour soutenir le processus et la mise en œuvre



## Conclusion: facilitation des échanges dans le cadre de Doha: pourquoi?

- La facilitation des échanges fait déjà partie de l'OMC
- Amplifier les réformes économiques
- Amplifier les réformes des marchés d'exportation
- Appartenance universelle de l'OMC
- Fixer des normes mondiales
- Mobiliser l'effort d'aide international
- Les meilleures tentatives sont justement cela



## Conclusion: un agenda pour les pays africains?

Utiliser les flexibilités dans le mandat de Doha

Utiliser l'OMC pour renforcer les réformes intérieures et obtenir des financements

Chercher à obtenir des engagements OMC des voisins

Chercher à obtenir des engagements OMC concernant l'assistance technique

Intégrer la FE dans les stratégies commerciales et de développement

Entreprendre des évaluations des besoins

